

Séance du 19 novembre 2009

Projet de délibération

1189-01

Débat d'orientation budgétaire - BP 2010

I) Commentaires et Perspectives économiques générales

* L'année 2009 a été marquée par :

1 -le développement d'une crise économique mondiale sans précédent, initiée au 2^{ulie} semestre 2008 par la découverte de risques financiers incontrôlés (survalorisation des Actifs, endettements en forte augmentation, spéculations financières excessives).

2-la mise en place de contre-mesures financières importantes, pour arrêter les conséquences néfastes de la récession générale et tenter aussi de relancer et rétablir la confiance des acteurs économiques (Banques, Entreprises, Entités publiques nationales et locales).

3-Pour ce qui concerne l'environnement français de notre Commune, l'année 2009. base de départ de l'année 2010 a été caractérisée par :

-une situation bancaire redevenue relativement solide, pratiquant des taux fixes et attractifs entre 4 et 5%, mais avec grande prudence en matière d'attribution de crédits.

-une activité économique en récession globale mais de manière très hétérogène, tant dans l'étendue des domaines concernés (Bâtiment, Production de biens et services. Achats/ Ventes d'actifs, activités de la Santé, Industries chimiques et Tourisme) que dans son déroulement (1^{er} semestre soutenu par le maintien de la consommation et une certaine protection sociale, 2^{eme} semestre impacté par les mesures de réduction de coûts et d'effectifs).

Ceci a entraîné la montée des endettements et des crises de Trésorerie, une perte de confiance relative sur l'avenir économique et un attentisme en matière de consommation et d'octroi de crédits bancaires. Face à cela, l'Etat français a injecté beaucoup d'argent, demandant en outre, le relais de relance économique par les collectivités locales tant en matière d'emplois que d'investissements.

* L'année 2010 :

î) Sur le plan mondial, un certain consensus prévisionnel se base sur le sentiment général que le fonds de la crise a été atteint et que les économies vont redémarrer petit à petit. Des signes de reprises sont apparus fin 2009 (Chine, Moyen-Orient, Amérique du Sud, USA).

2) Sur le plan national, l'économie française envisage un taux de développement global compris entre 0,5% et 1%. La reprise économique pourrait être facilitée par l'existence d'abondantes liquidités financières (non réinvesties par attentisme et prudence) compréhensibles, la reprise d'échanges internationaux et la nécessité de réinvestir pour rester compétitif. Mais cette reprise pourrait être lente marquée :

- par un chômage élevé (proche de 10% en France),
- par la mémoire de mauvaises expériences économiques récentes,
- par la prudence des banques en matière de crédit (nécessité de reconstitution de leurs fonds propres),
- par la montée en puissance des surcoûts énergétiques de matières premières et d'énergie,
- par les niveaux d'endettement record de l'Etat français et d'un certain nombre d'entités publiques ou privées.

j II) Perspectives budgétaires 2010/2014]

Face à ces perspectives générales, le Budget Primitif 2010 doit aussi tenir compte des réalités locales, intégrer et préparer la réalisation de grands axes politiques définis par votre équipe municipale pour les 5 prochaines années ;

La perspective qui vous a été présentée lors du débat d'orientation budgétaire 2008-2009. il y a un an, reste valable dans ses grandes lignes c'est-à-dire :

- limitation de l'endettement ville à un plafond de 20 M euros environ.
- modernisation et amélioration du fonctionnement des services de la Ville (accueil des Vésigondins, propreté de la Ville, équipements scolaires, sportifs et culturels. Développement Durable, logements sociaux...)
- politique d'investissements progressivement plus importante que par le passé, tant en maintien et amélioration qu'en création d'Actifs de la Ville (rénovation voiries, trottoirs, rivières, Eco-quartier Princesse, Place du Marché, MJC Bibliothèque. Conservatoire, etc.).

Le BP 2010 s'inscrit parfaitement dans ces perspectives, avec les grands objectifs suivants : 1)

Adaptation des moyens de la Municipalité à la hauteur de nos objectifs :

- a) Réalisation d'études afin de planifier les investissements les plus importants (circulation, normes handicapées. Ibis, voies et rivières, place du Marché. PLU+ZAC, fonctionnement interne de la Mairie). . _
 - b) Apport exceptionnel de personnel d'encadrement qualifié (Equipement, Finances. Urbanisme, Développement Durable).
- 2} Accompagnement des améliorations des services de la Ville (Formation du Personnel, Travaux en Régie, Développement du Commerce, Jeunesse, Logements sociaux, Conseils de Quartiers, etc.).
- 3) Accroissement de 72% des investissements BP 2010/estimé . hors Place du Marché
- Dans tous les chapitres : Etudes, Matériels, Travaux (Réfection chaussées et trottoirs), installations sportives, Eclairage public, Bâtiments scolaires, Assainissement, en évitant tout incohérence avec **les** conclusions potentielles des études de planification travaux qui seront menées.
- 4) Obtention de l'équilibre des financements du BP 2010 sans augmentation des taux d'impôts locaux de la Ville et sans apport d'emprunts bancaires nouveaux (grâce à l'utilisation partielle du futur résultat 2009).

III) Projet BP 2010 Ville

A) Section de fonctionnement

Son solde serait positif pour + 2 914 K euros, affecté intégralement à l'autofinancement des investissements 2010.

- 1) Les dépenses totales (23 297 K euros) augmentent de 2,6% compte tenu de la disparition des indemnités de résiliation et avec des variations différentes dans chaque **chapitre** :

Charges générales : 6 138 K euros soit + 6,20% mais un peu inférieur au niveau 2008 (- 1,1%);

Hors les variations coûts énergie combustible (+41 K euros), les augmentations principales concernent soit la rénovation des Actifs de la Ville (véhicules Mairie +61 K euros), la formation du Personnel (43 K euros), l'aide au développement

économique de la Ville (+34 K euros), les Conseils de quartiers (+ 30 K euros) et Actions pour la Jeunesse (4- 16 K euros).

- Frais de personnel : 12 437 K-euros, soit + 6.9%

Mors les variations générales des salaires (+2,5%), l'augmentation exceptionnelle de 4,2% est due en très grande partie à l'amélioration et à la création des services aux habitants :

"Propreté de la Ville (+39 K euros).

* Animation commerciale (+38 K euros),

* Développement durable (+ 43 K euros),

* Centre de loisirs et conservatoires (+ 38 K euros).

* Police Municipale (+ 126 K euros),

* Equipes travaux (+ 58 K euros),

^Contrôle de gestion et Achats/subventions (+ 115 K euros)

- Subventions et contingents incendie : 2 821 K euros, soit 22,5%.

Ceci est dû à la remise à niveau 2008 de la plupart des subventions accordées, voir la nécessité d'augmentation pour la CCAS et la crèche Princesse.

- Intérêts de la dette : 916 K euros, soit + 11,8%.

Cette augmentation est générée par l'intégration des emprunts SI VU dans le BP Ville fin 2009 (cf chapitre IV).

2) Les recettes totales (26 211 K euros) soit - 3,2%.

Après l'élimination du versement CAF 2007 (410 K euros) s'additionnant au versement CAF 2008 reçu en 2009, la variation réelle s'établirait à - 1,7% pour les raisons suivantes :

- Produits des services mairie : 3 172 K euros, soit + 4,3% dû pour moitié environ à la variation des tarifs (centres de loisirs) et pour autre moitié à un accroissement des inscriptions des familles, au suivi renforcé d'occupation réelle du Domaine public et d'une plus importante publicité dans les publications de la Mairie.

- « Impôts et taxes : 16 060 K euros, soit + 1,55%.

Impôts locaux :

* Il n'est pas prévu d'augmenter les taux d'impôts locaux concernant la Ville, Par contre, le BP prévoit une variation traditionnelle des valeurs immobilières imposables de + de 1,5%.

* Les droits de mutation sur transactions immobilières imposables sont prévus pour 1 200 K euros, à l'identique de l'estimation 2009.

Dotations/ subventions reçues : (6 138 K euros) soit - 5.7%.

La DGF (4 620 K euros) est prévue en quasi-stabilité (+ 0,60%), selon l'hypothèse actuelle de l'Etat.

La Dotation Contrat Enfance et Jeunesse CAF (1 067 K euros), verrait une réduction apparente de - 367 K euros, car l'année 2009 a reçu exceptionnellement deux dotations CAF. 2007 et 2008.

Autres produits de gestion courante : 659 K euros, soit ■+- 5.3% essentiellement sur loyers perçus sur immeubles.

B) Section Investissements.

Le solde Dépenses-Recettes entraînerait une nécessité d'emprunt de 1 209 K euros, afin d'équilibrer la section. Mais signalons que ceci n'aura pas lieu dans la réalité 2010, car le résultat estimé 2009 (+ 2 453 K euros) pouvant être utilisé pour combler le manque d'autofinancement temporaire.

1) Dépenses investissements :

Le montant total 2010 est prévu pour 8 319 K euros, (11 616 K euros en estimé 2009) ; hors investissement Place du Marché terminé en 2009 (6 427 K euros) et hors remboursement de la dette (1 424 K euros) + divers, le montant des travaux courants serait de 6 118 K euros en 2010, soit + 72% / estimé 2009 (3 546 K euros) ;

» Le poste « Etudes et logiciels » (1 232 K euros) est multiplié par 3 par rapport à 2009 par la réalisation d'études sur l'urbanisme (226 K euros), la circulation (260 K euros), les voiries (292 K euros), les Ibis (65 K euros), le projet « dessus-dessous » Place du Marché (100 K euros) et la mise en place d'un logiciel finances plus efficace (+ 93 K euros).

• Le poste « Matériels et mobiliers » s'élèvera à 1 325 K euros comprenant notamment les nouvelles actions suivantes : Harmonisation du mobilier urbain (60 K euros), la 2^{me} phase des illuminations/ éclairages de la Ville (165 K euros) et la création de 2 sanitaires gare RER et Square Lorraine (87 K euros).

⁰ Le poste « Travaux » est prévu pour 3 661 K euros, comportant 60% d'actions courantes d'entretien et 40% d'amélioration ponctuelles sur voiries et trottoirs (470K euros), éclairage public (273 K euros), enfouissement réseaux (120 K euros), forage eaux lacs et rivières (185 K euros), restructuration partielle des

Bureaux Hôtel de Ville et Services Techniques (150 K euros), Stade des Meriettes (321 K euros).

2) Recettes Investissements : prévues pour 5 406 K euros, hors résultat 2010 de fonctionnement.

- Emprunts :

Le résultat 2009 (+ 2 453 K) permettra d'éviter dans la réalité un nouvel emprunt 2010 de 1209 K euros prévu dans le BP 2010 afin d'équilibrer la section investissement.

- FCTVA:

Prévu pour 1 928 K euros, mais intégrant l'hypothèse d'incorporation des droits FCTVA du SIVU (588 K euros), préalablement absorbé par le budget Ville en 2009.

- ° Subvention CDOR :

Aucune recette à titre 2010. après réception de 2 125 K euros de subvention en 2009.

- Produits de ventes immobilières :

Une opération de cession d'actifs terrain+bâtiments apportera 1 300 K euros de recettes.

- Subventions d'investissements : 212 K euros dont :

- *65 K euros : subvention FISAC

- *90 K euros : Amendes de Police

- * 57 K euros : ADEME, SIGIEF, (économies énergies)

C) L'endettement bancaire de la Ville évoluerait ainsi :

Après absorption de l'endettement du SIVU ex-patinoire fin 2009, il se maintiendrait à environ 19 M euros (18 812 K euros prévus), après intégration des emprunts fin 2009 du SIVU (3 586 K euros)

